

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Déclaration de la CGT

Face à la multiplication des violences d'extrême droite : protéger les libertés, protéger le monde du travail

Dès l'annonce du drame de Lyon, la CGT a exprimé sa condamnation ferme et a rappelé qu'on ne lutte pas contre l'extrême-droite en reprenant sa violence. La justice doit pouvoir être rendue sereinement et faire toute la lumière sur le déroulement des faits. La famille a appelé au calme et s'est opposée à toute récupération politique, elle doit être respectée et entendue.

Pourtant, depuis 10 jours, ce drame est instrumentalisé pour banaliser l'extrême droite et invisibiliser sa vraie nature raciste, antisémite et violente. Nous assistons à une escalade ciblant les organisations progressistes : menaces et violences visant des militant-es, slogans racistes et fascistes, saluts nazis lors de la marche de Lyon le samedi 21 février, dégradations de locaux syndicaux et de permanences parlementaires. La CGT tient à faire part de toute sa solidarité avec celles et ceux qui ont été victimes de cette violence, dont la CGT du Rhône, victime d'une alerte à la bombe le samedi 21 février.

Alors que l'extrême droite est responsable de nombreuses violences ces dernières décennies y compris des dizaines de meurtres, ce sont les organisations progressistes qui sont stigmatisées.

Cette inversion des valeurs est inacceptable.

Forte et fière de son constant combat antifasciste, la CGT le rappelle avec force : l'extrême droite a toujours été l'ennemie du monde du travail. Son projet repose sur la division, la stigmatisation et la remise en cause des droits. Elle détourne la colère sociale pour l'orienter contre les plus fragiles et protéger les puissants, au lieu de s'attaquer aux véritables responsables des inégalités. Ses votes, que ce soit au niveau national ou européen, sont toujours du côté du grand patronat et des plus riches.

Pendant que certains attisent la haine et que le débat public se focalise sur les polémiques, les urgences sociales, elles, passent au second plan.

Chez SEB, un plan de suppressions d'emplois menace près de 500 salarié-es en France. Chez ArcelorMittal, c'est un nouveau plan de licenciement de 1650 postes qui vient d'être annoncé et qui confirme l'urgence de la nationalisation, qui était débattue ce mercredi au Sénat. Alors que nous sommes dans la dernière ligne droite des négociations sur l'assurance chômage, le patronat veut faire revenir par la fenêtre les réformes Attal et Bayrou que la mobilisation syndicale a fait sortir par la porte. Et dans le même temps, ce sont plus de 13 000 millionnaires qui ne paient pas d'impôt sur le revenu !

Voilà les vraies préoccupations du monde du travail : l'emploi, les salaires, l'industrie, la santé et la protection sociale, la justice fiscale.

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



La CGT refuse que la violence et les surenchères politiciennes servent d'écran de fumée.

La CGT appelle solennellement le gouvernement et le président de la République à arrêter de jouer avec le feu. L'extrême droite est un danger mortel pour la démocratie. Il faut cesser les surenchères politiciennes, faire respecter l'Etat de droit et garantir la sécurité des biens et des personnes.

Dans l'immédiat, parce que personne ne peut plus ignorer les risques qui en découlent, le gouvernement doit interdire au groupuscule fasciste Nemesis de chercher par ses provocations à perturber les manifestations du 8 mars. C'est ce que nous venons d'exiger du ministre de l'Intérieur dans l'unité syndicale et féministe.

Montreuil, le 26 février 2026